220103

DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

GREFFE
du TRIBUNAL de COMMERCE
18. SEP. 2002
43000 LE PUY

Nous soussignés :

- Monsieur Henri GRANGE
- Madame Catherine GRANGE
- Monsieur Bernard BONNET-CASSON
- La société LEYGAFINANCE, représentée par Madame Marie-Louise GRANGE

Agissant en qualité de seuls administrateurs de la société LEYGATECH, SA au capital de 3.579.520 Euros, dont le siège social est situé Zone Industrielle de Chambaud - 43620 SAINT ROMAIN LACHALM, immatriculée au RCS du PUY B 393 456 546

- Monsieur Thierry BONNEFOY
Agissant en qualité Président de la société LEYGATECH SAINT ROMAIN, SAS au capital de 37.000 Euros, dont le siège social est situé Zone Industrielle de Chambaud - 43620 SAINT ROMAIN LACHALM, immatriculée au RCS du PUY B 441 815 198

- Monsieur Henri GRANGE

agissant en qualité de Président de la société J & M PLAST, SAS au capital de 37.000 Euros, dont le siège social est situé Plaine de Pirolles –43590 BEAUZAC, immatriculée au RCS du PUY B 441 835 147

Préalablement à la déclaration de régularité et de conformité de l'apport partiel d'actif de la société LEYGATECH aux sociétés LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST, ont fait l'exposé ci-après :

EXPOSE

1. Le Conseil d'Administration de la société LEYGATECH s'est réuni le 19 juillet 2002 et a arrêté le projet d'apport partiel d'actif fait par la société aux sociétés LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST. Ce Conseil a également prévu et préparé les principales formalités à accomplir ultérieurement et donné les pouvoirs nécessaires à la réalisation de ces formalités.

Monsieur Thierry BONNEFOY a, le 19 juillet 2002, arrêté le projet d'apport partiel d'actif fait à la société J & M PLAST par la société LEYGATECH. Ce Conseil a également prévu et préparé les principales formalités à accomplir ultérieurement et donné les pouvoirs nécessaires à la réalisation de ces formalités.

Monsieur Henri GRANGE a, le 19 juillet 2002, arrêté le projet d'apport partiel d'actif fait à la société LEYGATECH SAINT ROMAIN par la société LEYGATECH. Ce Conseil a également prévu et préparé les principales formalités à accomplir ultérieurement et donné les pouvoirs nécessaires à la réalisation de ces formalités.

Insee : 441.815.198.
SAS
LEYGATECH

N° Rc : 2002B00097

2. Le projet d'apport partiel d'actif a été établi en date du 3 juin 2002.

Ce projet, signé par les sociétés LEYGATECH, J & M PLAST et LEYGATECH SAINT ROMAIN précisait notamment :

- les motifs, buts et modalités de l'apport partiel d'actif ;
- la date d'arrêté des comptes de la société LEYGATECH, comptes utilisés pour déterminer les conditions de l'opération ;
- la désignation et l'évaluation des éléments d'actifs et de passif pris en charge par les sociétés J & M PLAST et LEYGATECH SAINT ROMAIN ;
- le montant de l'augmentation de capital des sociétés J & M PLAST et LEYGATECH SAINT ROMAIN ;
- Les méthodes d'évaluation utilisées ;

Aux termes de cet acte :

- l'ensemble des éléments d'actifs apportés par la société à la société LEYGATECH SAINT ROMAIN est estimé à 10.662.863,83 Euros.
- le passif pris en charge par la société LEYGATECH SAINT ROMAIN est estimé à 8.118.726,65 Euros sur lequel la société devra prélever la somme de 141.709,31 Euros pour reconstituer la provision pour la hausse de prix et la somme de 139.427,87 Euros pour reconstituer le poste subventions à réintégrer
- l'apport net effectué par la société LEYGATECH à la société LEYGATECH SAINT ROMAIN est donc de 2.263.000 Euros.

En rémunération de cet apport, il a été prévu que la société LEYGATECH SAINT ROMAIN augmenterait son capital d'une somme de 2.263.000 Euros et attribuerait les 226.300 actions correspondantes entièrement libérées à la société LEYGATECH.

- l'ensemble des éléments d'actifs apportés par la société à la société J & M PLAST est estimé à 7.541.591,91 Euros.
- le passif pris en charge par la société J & M PLAST est estimé à 4.540.017,35 Euros sur lequel la société devra prélever la somme de 94.742,94 Euros pour reconstituer la provision pour la hausse de prix et la somme de 16.701,62 Euros pour reconstituer le poste subventions à réintégrer
- l'apport net effectué par la société LEYGATECH à la société J & M PLAST est donc de 2.890.400 Euros.

En rémunération de cet apport, il a été prévu que la société J & M PLAST augmenterait son capital d'une somme de 2.890.400 Euros et attribuerait les 289.040 actions correspondantes entièrement libérées à la société LEYGATECH.

L'acte d'apport partiel d'actif prévoyait enfin :

MLG

- de soumettre l'opération aux dispositions des articles 382 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales ;
- de ne pas faire bénéficier de la garantie solidaire de la société LEYGATECH aux sociétés LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST.

CG

BB

3. A la requête des Présidents Directeurs Généraux et Présidents des sociétés LEYGATECH, LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST, le Président du Tribunal de Commerce du PUY EN VELAY a, par ordonnances du 15 mai 2002 et du

TB

12 juin 2002, désigné Monsieur Gérard COURBON en qualité de Commissaire à la scission chargé de faire un rapport sur la valeur des apports faits par la société LEYGATECH aux sociétés LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST et un rapport sur la rémunération des apports. Ces rapports ont été déposés au siège des Sociétés LEYGATECH, LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST ainsi qu'au Greffe du Tribunal de Commerce et annexés au projet d'apport ;

4. Deux exemplaires du projet de traité d'apport partiel d'actif ont été déposées au Greffe du Tribunal du PUY EN VELAY le 5 juin 2002 par les sociétés LEYGATECH, LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST.

5. Le projet d'apport a été publié par avis inséré dans le journal d'annonces légales LE RENOUVEAU du 7 juin 2002 par les sociétés LEYGATECH, LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST.

La publication de cet avis n'a été suivie d'aucune opposition émanant de créanciers sociaux, dans le délai de trente jours prévu à l'article 261 du Décret du 23 mars 1967.

6. L'ensemble des documents devant être mis à la disposition des actionnaires au siège social de chacune des trois sociétés LEYGATECH, LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST, l'ont été conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

7. Par délibération en date du 19 juillet 2002, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société LEYGATECH a approuvé le projet d'apport partiel d'actif.

8. Par délibération en date du 19 juillet 2002, les assemblées générales extraordinaire des actionnaires des sociétés LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST ont approuvé le projet d'apport partiel d'actif, et plus précisément :

- approuvé les apports stipulés, leur évaluation, leur rémunération ;
- décidé l'augmentation de capital prévue dans le projet ;
- constaté la réalisation de l'opération d'apport partiel d'actif et de l'augmentation de capital ;
- décidé les modifications statutaires corrélatives.

Les avis à publier conformément aux dispositions de l'article 287 du Décret du 23 mars 1967, en ce qui concerne la réalisation des augmentations du capital des sociétés LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST ont été publiés dans le journal d'annonces légales LE RENOUVEAU du 2 août 2002

Ces avis contenaient toutes les mentions prévues par la loi et les règlements.

DECLARATION

Ces faits exposés, nous, soussignés, déclarons que :

- l'apport partiel d'actif de la société LEYGATECH aux sociétés LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST
- l'augmentation du capital des sociétés LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST, par suite de l'apport partiel d'actif et de passif effectué par la société LEYGATECH
- les modifications corrélatives des statuts des sociétés LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST.

Ont été réalisés en conformité de la loi et des règlements.

Les mêmes Assemblées Générales ont décidé :

- l'approbation d'un apport en nature consenti à la société J & M PLAST, de son évaluation et de sa rémunération pour la société J & M PLAST
- la modification de la dénomination sociale de la société LEYGATECH pour adopter celle de LEYGA J & M
- la modification de la dénomination sociale de la société LEYGATECH SAINT ROMAIN pour adopter celle de LEYGATECH.

Un exemplaire du traité d'apport partiel d'actif, un original des rapports du Commissaire à la scission, une copie du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires des sociétés LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST approuvant l'apport et l'augmentation du capital qui en résulte, seront déposés en double exemplaire avec deux originaux de la présente déclaration, au Greffe du Tribunal de commerce de chacune des sociétés LEYGATECH, LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST.

En ce qui concerne le dépôt fait au Greffe du Tribunal de Commerce du siège des sociétés LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST, il y sera joint en double exemplaire :

- un original du rapport du Commissaire à la scission des sociétés LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PALST sur la valeur des apports en nature,
- une copie certifiée conforme des statuts mis à jour des sociétés LEYGATECH SAINT ROMAIN et J & M PLAST.

La présente déclaration est faite conformément aux prescriptions de l'article L.236-6, alinéa 3 du Code de Commerce.

Fait à St. Romain la Motte
Le 19 / 04 / 2002

LEYGATECH SAINT ROMAIN
SAS au capital de 37.000 Euros
Siège Social : Zone Industrielle de Chambaud
43620 SAINT ROMAIN LACHALM
441 815 198 LE PUY EN VELAY

****

GREFFE du TRIBUNAL de COMMERCE
18. SEP. 2002
43000 LE PUY

DECISION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 19 JUILLET 2002

L'an deux mille deux,
Et le dix neuf juillet, à 15 heures, au siège social,

Le soussigné, Monsieur Henri GRANGE, représentant la société LEYGATECH, associée unique,

En présence de Monsieur Thierry BONNEFOY, Président,

A statué sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport du Président sur le projet d'apport partiel d'actif de la société LEYGATECH
- Lecture du rapport du Commissaire à la scission.
- Approbation du projet d'apport partiel d'actif, de son évaluation et de sa rémunération.
- Augmentation du capital social.
- Modification de la dénomination sociale
- Modification corrélative des statuts
- Pouvoirs.

Le représentant de la société GESCOMM, Commissaire aux Comptes, régulièrement convoqué, n'assiste pas à la réunion.

Le Président donne alors lecture de son rapport sur les opérations projetées et, cette lecture terminée, ouvre la discussion.

Après quelques échanges de vues, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

PREMIERE RESOLUTION

L'Associé unique appelé à l'effet de statuer sur un projet de traité d'apports partiels d'actif aux termes duquel la société LEYGATECH ferait apport à la société LEYGATECH SAINT ROMAIN de l'intégralité de ses actifs liés à l'exploitation de sa branche d'activité d'extrusion et de coextrusion de films plastiques imprimés ou non et de fabrication de sacherie à caractère industriel, moyennant la prise en charge par la société LEYGATECH SAINT

ROMAIN du passif correspondant et l'attribution de 226.300 actions de 10 € chacune, créées à titre d'augmentation de capital, après avoir entendu la lecture :

- Du rapport du Président
- Du rapport du commissaire à la scission sur les modalités de l'apport partiel
- Du rapport du commissaire à la scission sur la vérification et la rémunération des apports en nature faits par la société LEYGATECH
- Du projet d'apports partiels d'actif de la société LEYGATECH à la société LEYGATECH SAINT ROMAIN,

après avoir constaté que ce projet d'apports et ses annexes ont été approuvés par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société LEYGATECH réunie le 19 juillet 2002, les approuve lui-même, purement et simplement, approuve et accepte les apports effectués par la société LEYGATECH à titre d'apports partiels d'actif ainsi que l'évaluation qui en a été faite et la rémunération proposée.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé unique, comme conséquence de l'approbation du contrat d'apport, décide d'augmenter le capital social d'une somme de 2.263.000 euros pour le porter de 37.000 euros à 2.300.000 euros par création de 226.300 actions nouvelles de 10 euros nominale chacune, entièrement libérées, à attribuer à la société LEYGATECH en rémunération de son apport.

Ces 226.300 actions nouvelles sont créées jouissance de ce jour. Elles seront soumises à toutes les dispositions statutaires et entièrement assimilées aux actions anciennes à compter de leur création.

TROISIEME RESOLUTION

L'Associé unique décide de modifier la dénomination sociale de la société qui, à compter de ce jour, devient :

LEYGATECH

QUATRIEME RESOLUTION

L'Associé unique décide en conséquence des résolutions qui précèdent de modifier les articles 2, 6 et 7 des statuts comme suit :

ARTICLE 2 – Dénomination sociale

La dénomination sociale est :

LEYGATECH

Le reste de l'article demeure inchangé.

ARTICLE 6 – APPORTS

Supprimer le dernier paragraphe et ajouter le paragraphe suivant :

Suivant Décision du 19 juillet 2002, il a été apporté la somme de 2.263.000 euros par la société LEYGATECH, par voie d'apport en nature de sa branche d'activité d'extrusion et de coextrusion de films plastiques imprimés ou non et de fabrication de sacherie à caractère industriel

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **DEUX MILLIONS TROIS CENT MILLE EUROS (2.300.000 €)**, divisé en DEUX CENT TRENTE MILLE (230.000) actions de DIX (10) Euros, de même catégorie et entièrement libérées pour les apports en nature et à hauteur de 50 % pour les apports en numéraire.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Associé unique constate qu'à l'issue de sa décision, l'augmentation du capital social et la réalisation de l'opération d'apports partiels d'actifs sont devenus définitifs.

SIXIEME RESOLUTION

L'Associé unique accorde au Président les pouvoirs les plus étendus pour l'exécution des décisions prises ci-dessus et pour établir tous actes réitératifs, confirmatifs et autres, prendre en temps que de besoin, toutes dispositions d'ordre comptable ou fiscal consécutives à l'apport partiel d'actif et généralement faire tout ce qui sera nécessaire.

Il est rappelé qu'au titre de l'enregistrement, les parties ont déclaré placer le présent apport partiel d'actif sous le régime des articles 816 à 817 A du Code Général des Impôts et en matière d'impôt direct sous le régime de droit commun.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Associé Unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

CLOTURE DE LA SEANCE

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le Président et l'Associé.

Le Président

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ
À LA RECETTE PRINCIPALE D'YSSINGEAUX
Le 23 JUIL. 2002
Vol. 322 Folio. 19 Bord. n° 3463
Reçu { Enregistrement 23 €
Timbre
Alexandre BIARGUES
Receveur Principal

L'Associé

CERTIFIE CONFORME

CREFFE
du TRIBUNAL de COMMERCE
18. SEP. 2002
43000 LE PUY

STATUTS

LEYGATECH

Société par Actions Simplifiée
Au capital de 2.300.000 Euros

Siège social : Zone Industrielle de Chambaud
43620 – ST ROMAIN LACHALM

RCS LE PUY EN VELAY B 441 815 198

****

LA SOUSSIGNEE :

La Société **LEYGATECH**

Société Anonyme au capital de 3.579.520 Euros
Dont le siège social est situé à SAINT ROMAIN LACHALM (43620) – Zone Industrielle de Chambaud
Immatriculée sous le n° 393 456 546 RCS du PUY EN VELAY,
Représentée par Monsieur Henri GRANGE, en qualité de **Président du Conseil d'Administration**, dûment habilité à l'effet des présentes.

A établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par Actions Simplifiée.

TITRE I
FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1 - Forme

La société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 – Dénomination sociale

La dénomination sociale est :

LEYGATECH

Sur tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." ou "S.A.S.U" si elle ne compte qu'un associé et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - Siège social

Le siège social est fixé à :

Zone Industrielle de Chambaud
43620 SAINT ROMAIN LACHALM

Il peut être transféré par décision du Président, qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4 - Objet

La société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- L'extrusion ou la coextrusion de films plastiques, imprimés ou non ;
- La fabrication de sacherie à caractère industriel ;
- Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économique ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.
- La participation directe ou indirecte de la société, à activité ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher

directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

ARTICLE 5 - Durée

La société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de quatre-vingt dix-neuf ans qui commencera à courir à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

TITRE II
APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 - Apports

La soussignée apporte à la société une somme en numéraire de TRENTE SEPT MILLE Euros (37.000 €).

Laquelle somme est libérée à hauteur de 25 % et le solde sera appelé par le Président en fonction des besoins de la trésorerie de la société dans un délai maximum de 5 ans.

Suivant Décision du 19 juillet 2002, il a été apporté la somme de 2.263.000 euros par la société LEYGATECH, par voie d'apport en nature de sa branche d'activité d'extrusion et de coextrusion de films plastiques imprimés ou non et de fabrication de sacherie à caractère industriel .

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **DEUX MILLIONS TROIS CENT MILLE EUROS (2.300.000 €)**, divisé en DEUX CENT TRENTE MILLE (230.000) actions de DIX (10) Euros, de même catégorie et entièrement libérées pour les apports en nature et à hauteur de 50 % pour les apports en numéraire.

ARTICLE 8 - Modifications du capital social

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la Loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la Loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III
TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ASSOCIES

ARTICLE 11 - Dispositions communes applicables aux cessions d'actions

Définitions

Dans le cadre des présents statuts, la soussignée est convenue des définitions ci-après :

Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée,

cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 12 - Agrément

1. Les actions ne peuvent être cédées, y compris entre associés, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trente (30) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13- Préemption

1. Toute cession des actions de la Société même entre associés est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après.

2. L'associé cédant notifie au Président et à chacun des associés disposant de plus de 20% des droits de vote dans la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale : dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de la notification de l'associé cédant fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercé en totalité sur les actions concernées, le cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 12 des statuts.

3. Chaque associé disposant de plus de 20% des droits de vote de la société bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de préemption est exercé par notification au Président dans les deux (2) mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2 ci-dessus, le Président doit notifier à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption.

Si les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputées n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 12 ci-dessus.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de 60 jours moyennant le prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

ARTICLE 14 - Modifications dans le contrôle d'un associé

1. En cas de modification au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce du contrôle d'un associé, celui-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de 30 jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôlaires.

Si cette procédure n'est pas respectée, l'associé dont le contrôle est modifié pourra être exclu de la Société dans les conditions prévues à l'article 16.

2. Dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de l'associé dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 16. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 15 - Obligation de Cession des actions

Chacun des associés minoritaires, s'engage à céder la totalité de ses actions, conjointement avec un associé ou un groupe d'associés majoritaires, lorsque les conditions suivantes seront réunies :

- L'associé majoritaire ou le groupe d'associés majoritaires aura reçu et accepté une offre de rachat de sa participation par des acquéreurs désireux de détenir la totalité des actions de la société.

- Le prix de cession par action offert aux minoritaires sera égal à celui au majoritaire ou au groupe d'associés majoritaires.

- Le prix offert aux associés minoritaires pour chaque action sera au moins égal à leur prix de revient des actions.

Si ces conditions sont réunies, l'associé majoritaire ou le groupe d'associés majoritaire notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception l'obligation de cession aux associés minoritaires et les ordres de mouvement devront être signés dans un délai de 15 jours contre paiement comptant du prix notifié

ARTICLE 16 - Exclusion d'un associé

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Exclusion facultative

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;

- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

Pour les associés de catégorie S :
- licenciement ou démission d'un associé bénéficiaire d'un contrat de travail

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par le Président après consultation collective des associés.
Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président

Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- convocation de l'associé concerné à la réunion de consultation des associés sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense, soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'associé concerné, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément et de préemption prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraîne dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu

La totalité des actions de l'associé exclu doivent être cédées dans les 60 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat de chaque action de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, sera égal à la situation nette du dernier exercice social clos et approuvé par l'assemblée générale, diminué des éventuelles distributions de dividendes intervenues depuis et divisé par le nombre d'actions existantes.

ARTICLE 17 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 12 à 14 des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

ARTICLE 18 - Sortie conjointe

En cas de cession à des tiers non associés leur permettant de détenir ensemble la majorité du capital de la société, soit en une seule opération soit en plusieurs cessions échelonnées sur une durée maximum de 24 mois, l'associé majoritaire ou le groupe d'associés majoritaires s'engage à faire acquérir par le ou les associés concernés, à conditions égales notamment de prix et de paiement, les actions détenues par les autres soussignés désireux de céder leur participation.

Toute opération susceptible dans un délai de 24 mois d'entraîner une perte de majorité par l'associé majoritaire ou par le groupe d'associés majoritaires devra être notifiée aux associés minoritaires par lettre recommandée avec accusé de réception à leur domicile ou siège social, afin de permettre à ces associés d'exprimer leur volonté de sortie conjointe. Les associés minoritaires disposeront alors d'un délai de 15 jours pour faire connaître leur choix par lettre recommandée avec accusé de réception, le défaut de réponse étant assimilé à une renonciation à la faculté de sortie.

La violation de la présente clause entraînera pour l'associé cédant ou le groupe d'associés cédants engagement irrévocable d'acquérir les actions du ou des associés minoritaires n'ayant pu bénéficier d'une sortie conjointe à première demande de leur part, aux mêmes conditions que celles de la cession concernée, sans préjudice de tout dommage et intérêt que les associés concernés pourraient réclamer.

TITRE IV
ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 19 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 50 % du capital et des droits de vote de la société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés, à laquelle l'intéressé participe.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Toutefois à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de l'associé majoritaire :

- Acquisition ou cession de fonds de commerce ou d'élément de fonds de commerce,
- Prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce,
- Octroi de garanties sur l'actif social,
- Abandon de créances,
- Acquisition et cession de participations.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 20 - Directeur Général

Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions – Rémunération et pouvoirs

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, et jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 21 des statuts.

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président.

Il est précisé que la société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 21 - Conventions entre la société et ses dirigeants

1. Il est interdit au Président autre que les personnes morales, et au Directeur, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements auprès de tiers. Cette interdiction s'applique également aux représentants permanents des personnes morales Président, au conjoint, ascendants et descendants des personnes ci-dessus visées ainsi qu'à toute personne interposées.

2. Toute convention, autre que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant entre la société et l'un des membres de ses organes de direction, directement ou par personne interposée, ou entre la Société et une autre société ou entreprise dans laquelle l'un des membres des organes de direction est titulaire d'un mandat social doit être portée à la connaissance des commissaires aux comptes.

Les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

3. Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure d'approbation prévue aux articles L.227-10 et suivants du Code de Commerce

Cependant, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au Président. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président aux Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 22 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la Loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

ARTICLE 23 - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L 432-6 du Code du travail auprès du "Président".

TITRE V
DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 24 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation "du Président" ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions.

ARTICLE 25 - Règles de majorité

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

ARTICLE 26 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.
Elles résultent de la réunion d'une assemblée, d'un procès-verbal signé par tous les associés ou d'une consultation par correspondance

Pendant la période de liquidation de la société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 27 - Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation. La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite quinze jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par leur conjoint. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 28 ci-après.

ARTICLE 28 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des

débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 29 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la Loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés quinze jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires au comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI
EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 30 - Exercice social

L'exercice social commence le PREMIER JANVIER de chaque année et se termine le TRENTE ET UN DECEMBRE de la même année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2002.

ARTICLE 31 - Etablissement et Approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 32 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes

ARTICLE 33 - Dissolution - Liquidation de la société

La société est dissoute dans les cas prévus par la Loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions .

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

ARTICLE 34 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises à l'arbitrage.

A défaut d'accord sur la désignation d'un arbitre unique, chacune des parties devra nommer, dans les quinze jours de la constatation de leur désaccord sur ce choix, un arbitre et notifier cette désignation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception aux autres parties.

Les arbitres ainsi désignés doivent choisir un tiers arbitre.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance du Président du tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

Les arbitres ainsi désignés statuent comme amiables compositeurs et en dernier ressort.

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.

ARTICLE 35 - Désignation du Président

L'Associée unique désigne en qualité de Président de la Société, pour une durée indéterminée :

Monsieur Thierry BONNEFOY, de nationalité française
Né le 18 novembre 1970 à LYON 4ème (Rhône)
Demeurant à YSSINGEAUX (43200) - Livinhac.

lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la Loi et les règlements pour leur exercice.

ARTICLE 36 - Désignation des Commissaires aux Comptes

Sont désignés commissaires aux comptes de la Société pour une durée de six exercices :

- En qualité de commissaire aux comptes titulaire :

La Société GESCOMM
50 rue Albert Thomas – 42300 ROANNE
Représentée par Madame Laurence CROPSAL

- En qualité de commissaire aux comptes suppléant :

La Société S.C.A. CASPAR & ASSOCIES
Le Bourg – MELAY – 71340 IGUERANDE

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ
À LA RECETTE PRINCIPALE D'YSSINGEAUX
Le 29 AVR 2002
Vol 322 Folio 79 Bord. n° 201/3
Reçu Enregistrement —
Timbre —
Alexandre BARGUES
Receveur Principal

lesquels ont déclaré accepter lesdites fonctions, chacun d'eux précisant que les dispositions légales instituant des incompatibilités ou des interdictions de fonctions ne peuvent lui être appliquées.

FAIT en autant d'originaux qu'il est nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités requises.

A SAINT ROMAIN LACHALM, le 26/04/2002

Bon pour acceptation de fonctions